

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/AFRICOM-Controle-militaire-des-Etats-Unis-sur-les-richesses-de-l-Afrique>

Commandement militaire unifié pour l'Afrique ou l'US
AFRICOM (« Africa Command »).

AFRICOM : Contrôle militaire des Etats-Unis sur les richesses de l'Afrique.

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : vendredi 21 septembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Bryant Hunt

Moon of Alabama. Février 2007

[Leer en español](#)

En février 2007 la Maison Blanche a annoncé la création du « commandement militaire pour l'Afrique », l'AFRICOM, un nouveau centre unifié de commandement du Pentagone en Afrique qui doit être opérationnel avant septembre 2008. Cette pénétration militaire en Afrique nous est présentée comme une protection "humanitaire" dans la guerre mondiale livrée contre le "terrorisme". Cependant le véritable objectif c'est faire main basse sur le pétrole africain et contrôler ses réseaux de transport mondiaux.

La Chine est le principal défi et c'est un défi croissant auquel doit faire face la volonté de domination des Etats-Unis en Afrique. Le moindre accroissement des échanges commerciaux et des investissements chinois en Afrique met gravement en péril l'influence politique et économique des Etats-Unis dans ce continent riche en ressources naturelles. Le rôle politique d'une Afrique économiquement émergente en étroite alliance avec la Chine est en train de donner naissance à une nouvelle guerre froide dans laquelle le travail de l'AFRICOM sera d'assurer la suprématie militaire des USA sur tout le territoire africain. L'Africom centralisera et renforcera la présence militaire des Etats-Unis en remplacement des postes du commandement militaire pour l'Afrique qui se trouvaient jusqu'à maintenant sous le contrôle du Commandement Européen (EUCOM) et du Commandement Central,(CENTCOM), aux Etats-Unis.

On peut comprendre le contexte du futur rôle stratégique de l'AFRICOM en étudiant le CENTCOM au Moyen Orient. Le Centcom s'est développé en application de la doctrine Carter de 1980 qui définissait la route d'approvisionnement du pétrole du Golfe Persique comme étant d'un « intérêt vital » pour les Etats-Unis et qui déclarait que les Etats-Unis emploieraient n'importe quel moyen nécessaire, y compris la force militaire, pour vaincre toute tentative de stopper cet approvisionnement de la part d'une éventuelle puissance hostile.

La force militaire des Etats-Unis est en train de croître le plus vite possible en Afrique Occidentale et dans la zone sous-saharienne car on calcule que dans la prochaine décennie cette zone sera une source d'énergie aussi importante que le Moyen Orient. L'opposition à la domination et à l'exploitation par les Etats-Unis dans cette région vient des Africains eux-mêmes, principalement au Nigeria où se trouvent 70% du pétrole africain. Le fait de vivre sur de vastes champs pétrolifères et sur d'énormes réserves de gaz naturel n'a apporté aucun bénéfice au peuple natif de la région du Delta du Niger, bien au contraire une telle richesse ne lui a causé, à ce jour, que des souffrances. Les mouvements populaires du Nigeria réclament le droit à l'autodétermination et le droit de se partager également les bénéfices du pétrole.

Cela fait des années que les militants des droits de l'homme et de la défense de l'environnement instruisent le dossier des atrocités commises dans cette région par les compagnies pétrolières et les militaires. Alors que la tactique des groupes de résistance a changé en passant de la pétition et de la protestation à des mesures plus radicales, les attaques contre les oléoducs et les installations énergétiques ont fait baisser le débit des exportations de pétrole de la région. Comme l'indique un rapport de « Intérêts Convergents » les 6 premiers mois de 2006 ont enregistré 19 attaques contre des opérations étrangères de pétrole et ont entraîné des pertes de revenus pour un montant de 2,187 milliards de \$. Le Département des Ressources Pétrolières fait valoir que ce chiffre représente 32% des revenus du pays pour 2007.

Les compagnies pétrolières et le Pentagone essayent de lier ces groupes de résistance aux réseaux internationaux du terrorisme pour justifier ainsi l'usage de la force militaire par les Etats Unis pour « stabiliser » la région et assurer les exportations des ressources énergétiques, mais on n'a trouvé aucune preuve qui permette d'établir un lien entre

ces groupes de résistance dans le Delta du Niger et les réseaux internationaux du terrorisme ou les djihadistes. Par contre, actuellement dans le Delta du Niger, les mouvements ethno-nationalistes luttent par tous les moyens possibles avec comme objectif politique conquérir leur droit à l'autodétermination. Cependant l'instabilité des installations pétrolières environnantes, au Nigeria et ailleurs dans le continent, est utilisée par les autorités en charge de la sécurité aux Etats Unis pour justifier « un appui militaire aux Etats africains producteurs de pétrole sous la forme d'une aide qui doit permettre aux Africains de se défendre eux mêmes contre ceux qui veulent empêcher leur adhésion au libre échange ».

L'invasion de la Somalie en décembre 2006 a été coordonnée en utilisant les bases des Etats Unis établies dans la région. L'arrivée de l'AFRICOM renforcera efficacement les efforts pour remplacer le gouvernement populaire de l'Union des Tribunaux Islamiques de Somalie par le Gouvernement Fédéral Transitoire plus bienveillant avec l'industrie pétrolière. Pendant que l'occident obstiné réclame à cors et à cris une « intervention humanitaire » dans la région du Darfour, au Soudan, il accentue la pression militaire pour obtenir un changement de gouvernement dans un autre pays islamique riche en réserves pétrolières.

Le journaliste Hunt dit que ce genre d'« aide » semble limité seulement à cause de la rhétorique qui dit vouloir stabiliser l'Afrique et que véhicule la grande presse laquelle recopie directement ses communiqués sur ceux de l'AFRICOM. Selon lui les lecteurs des grands medias peuvent s'attendre à rencontrer plus souvent l'emploi de certains termes comme par exemple « génocide » ou « bavure » et il fait remarquer que les médias dominants critiquent la Chine sur la question des droits de l'Homme, mais approuvent le Soudan et le Zimbabwe sur cette même question et passent sous silence les violations en cours perpétrées par les sociétés occidentales engagées dans le pillage des ressources naturelles et la pollution dans d'autres pays ainsi que le soutien que ces mêmes sociétés apportent à des régimes répressifs.

Durant l'année 2005, l'Initiative Contre le Terrorisme au Trans-Sahara a reçu 16 millions de dollars ; au cours de l'année 2006, presque 31 millions. On s'attend à une forte augmentation pour 2008. Avec l'administration Bush elle pourra s'élever jusqu'à 100 millions annuels pendant 5 ans. Avec le passage à l'AFRICOM et la promotion continue de la guerre contre le terrorisme il est probable que le financement du Congrès des Etats-Unis augmente sensiblement.

En résumé, que l'Afrique tombe sous la domination des Etats-Unis ou de la Chine, le sang qui coulera sera africain. Hunt conclut « qu'il n'est pas besoin d'une boule de cristal ou de beaucoup d'imagination pour prédire ce qu'apportera aux peuples africains la militarisation croissante du continent avec l'AFRICOM »

Mise à jour de Bryan Hunt

Au premier semestre 2007, le Ministère de l'Energie des Etats Unis a démontré que ce pays importe aujourd'hui plus de pétrole en provenance du continent africain que de l'Arabie Saoudite. Alors que cette statistique peut étonner la plupart des gens et même si cette information apparaît sur leur radar, ce n'est assurément pas cela qui pousse actuellement le grandissant engagement militaire nord-américain dans ce continent comme me l'a fait remarquer mon informateur. Ces niveaux d'importation augmenteront encore.

Seulement quelques mois se sont écoulés depuis que l'annonce de la création de l'AFRICOM a été faite et on dispose de très peu de détails. On s'attend à ce que le Commandement Opérationnel de Combat continue de dépendre de l'EUCOM jusqu'en octobre 2007 et qu'il ne devienne un commandement totalement indépendant qu'au cours des douze mois qui suivront. Très probablement cela exigera de transférer les P.C. de l'AFRICOM de Stuttgart, en Allemagne, où opère actuellement la tête de l'EUCOM dans un autre pays hôte africain. En avril les fonctionnaires des Etats-Unis ont parcouru le continent pour vendre l'AFRICOM et tester les réactions officielles et publiques. Les premières réponses ont été, sans surprise, négatives et méfiantes en raison de l'histoire de l'interventionnisme

militaire nord-américain dans le monde, y compris en Afrique, laquelle, en outre, a connu l'amère expérience du colonialisme.

L'opinion, aux Etats-Unis, à part une élite, se mobilise à peine. Tout d'abord l'Afrique est un des continents les moins couverts par les médias nord-américains et quand ceux-ci s'intéressent à l'Afrique, c'est seulement pour parler des catastrophes naturelles, des conflits armés et de la corruption et leur présentation se limite, en général, soit à une certaine forme d'intervention étrangère bienveillante - aide financière ou humanitaire - soit à une sévère attitude paternaliste d'hypocrite préoccupation pour les Droits de l'Homme. Mais l'activité militaire des Etats-Unis dans le continent passe en grande partie inaperçue. On a parfaitement bien vu cela avec le faible écho médiatique qu'a eu l'aide apportée par l'armée U S dans l'invasion de la Somalie et la défaite de l'Union des Tribunaux Islamiques puis la récente remise en selle des impopulaires Seigneurs de la Guerre qui s'étaient antérieurement partagé le pays. Le Pentagone a déclaré que l'opération avait été un modèle du genre digne d'être retenu pour les actions à venir.

Le Département de Défense (DOD) - ou Pentagone - précise qu'une des premières missions de l'AFRICOM sera de professionnaliser des militaires originaires de ces pays pour assurer « la stabilité », la sécurité et la mise en place d'un gouvernement « responsable » dans divers Etats et régions d'Afrique. La stabilité, cela signifie rétablir et maintenir l'ordre et pour ce qui est de la responsabilité, on le sait bien, cela signifie protéger les intérêts des Etats-Unis. Rien que pour cette année on avance que 1.400 officiers africains finiront leurs programmes de formation et d'entraînement militaire internationaux dans les écoles militaires des Etats Unis.

L'amère potion médicinale sera ingurgitée sans trop de douleur si on combine ces missions de militarisation assumées par l'AFRICOM avec un volet civil lui aussi en expansion et qui devra mettre en avant des concepts importés tels que « la promotion de la démocratie », « la capacité de construire », « la souveraineté » et « l'autonomie africaine ». Le Kenya, par exemple, se trouve actuellement dans cette position.

Nous espérons qu'une plus grande attention à la présence chaque jour plus intense des Etats-Unis en Afrique et une meilleure connaissance du contexte de cette situation pourront, au moins, être utiles pour le présent et pourront aider à atténuer quelques uns des effets néfastes que l'on sait inévitables.

Pour le moment le public ne connaît que peu de chose sur l'AFRICOM et il n'existe que très peu de sources d'information hors celles de la propagande officielle. Elargir la discussion publique sur cette question serait un premier pas en direction de réponses significatives.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Manuel Colinas